REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**JUGEMENT
COMMERCIAL
N°143 du 16/07/2025**

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 16 JUILLET 2025

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du deux Juillet deux mille vingt-cinq, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **MOUMOUNI DJIBO Illa**, Juge au tribunal, **Président**, en présence de Monsieur **OUMAROU GARBA** et de Madame **ABDOU ISSOUFOU Nana Aïchatou**, Juges consulaires, **Membres**; avec l'assistance de Maitre **ABDOU SIDI Mazida**, **Greffière** a rendu le jugement dont la teneur suit :

AFFAIRE :

**MONSIEUR YAYE
HINSA
(SCPA KADRI
LEGAL)**

C/

**BANQUE DE
L'HABITAT DU
NIGER
(SCPA BNI)**

ENTRE

MONSIEUR YAYE HINSA, né le 19 Septembre 1972 à Hamdalaye, titulaire du passeport ordinaire n°11PC43730, délivré le 12 Janvier 2021 par la DGPN/DST, domicilié à Niamey, Tel : 90.99.45.19 ; Assisté de **la SCPA KADRI LEGAL**, avocats associés, ayant son siège sis au Boulevard de l'indépendance, cité Poudrière en face de la pharmacie Cité Fayçal, Tel :20752597, en l'étude de laquelle domicile est élu;

DEMANDEUR

D'UNE PART

ET

BANQUE DE L'HABITAT DU NIGER (BHN) SA, Société Anonyme avec conseil d'administration au capital de 11.800.010.000 FCFA, inscrite au registre du commerce et du crédit mobilier sous le numéro RCCM NI NIA 2016 B 2036 dont le siège est sis à Niamey/ Place Toumo, BP : 2438 Niamey, représentée par sa Directrice Générale **MADAME FOUKORI AÏCHATOU**, assistée de **la SCPA BNI**, Avocats associés, sise à Niamey, / Terminus, Tel : 20.73.88.10;

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

EXPOSE DU LITIGE :

Par acte d'huissier en date du 07 mai 2025, Yayé Hinsa a donné assignation à la Banque de l'Habitat du Niger pour comparaitre devant le tribunal de céans à l'effet de désigner un expert qui sera chargé d'analyser les relevés bancaires de son compte ainsi que tous supports détenus par la Banque qui seraient liés au solde de son compte.

A l'appui, il expose que dans le cadre de ses activités commerciales, il est entré en relation avec la Banque de l'Habitat du Niger (BHN); qu'il a sollicité auprès d'elle un premier concours financier de 200.000.000 FCFA accompagné de deux autres clauses de facilité; que ce crédit lui a été décaissé en deux tranches dont une première le 10 juin 2022 et une seconde le 23 septembre 2022 pour une durée de 24 mois chacune; qu'à titre de garantie de remboursement, deux conventions d'affectation hypothécaire portant sur son immeuble en construction objet du titre foncier N°61.405 ont été signées entre les parties à hauteur de 100 et de 120 millions.

Il soutient que le 16 juin et le 30 septembre 2022, la Banque a fait un prélèvement sur son compte des honoraires de notaire respectivement de 3.924.450 FCFA et de 3.890.000 FCFA soit un montant global de 7.814.450 FCFA alors que la note d'honoraires qui lui a été présentée par le notaire est de 1.750.000 FCFA; que le 26 septembre 2022, alors que les échéances sont trimestrielles, la banque débite son compte d'un premier montant de 3.687.500 FCFA et d'un second de 10.974.223 FCFA, soit la somme globale de 14.750.098 FCFA.

En outre, il indique qu'il avait un solde créditeur de 8.140.284 FCFA à la date du 2/5/2023 d'après le relevé du 01/01/2023 au 08/04/2025 de son compte alors que la banque a fait 18 prélèvements fictifs et injustifiés d'un montant de 42.750.098 FCFA; qu'après avoir effectué un versement de 19.000.200 FCFA le 09 mai 2023, son solde créditeur revient à 33.407.522 FCFA alors même qu'aucun versement n'a été fait dans son compte depuis le 2 mai 2023; que le 04/8/2023, la banque a crédité son compte d'un montant de 230.000.000 FCFA avant de procéder à un rachat unilatéral de crédit, sans aucune clôture contradictoire dudit compte sur le premier crédit; que cela dénote que la banque ne maîtrise pas son logiciel comptable, d'où le caractère erroné de toutes les transactions effectuées sur son compte; qu'il verse au dossier 3 relevés de son compte notamment un relevé sur la période allant du 01/01/2018 au 08/05/2023 (pièce n°6), un second sur la période du 01/01/2022 au 23/04/2025 (pièce n°7) et un troisième sur la période du 01/01/2022 au 08/04/2025 (pièce n°8).

Le demandeur indique que c'est dans ces conditions que par lettre en date du 08 avril 2025, la banque a procédé à la clôture juridique de son compte et affirme être créancière de la somme de 281.249.801 FCFA; qu'en réponse, il a dénoncé la violation des articles 6, 7 et 11 de l'instruction n°026-11-2016 de la BCEAO; que toute la transaction est frauduleuse et que les versements effectués ont servi non pas au paiement de sa dette principale mais

au paiement des agios, taux d'intérêts, commission et frais que la banque peine à justifier; qu'aucun arrêté contradictoire de compte n'a été fait par les parties.

Suivant conclusions en réponse en date du 19 mai 2025, la BHN explique avoir consenti à Monsieur Hinsa Yayé, promoteur des établissements Shipping Investment Limited, entreprise individuelle, deux concours financiers à hauteur de 200 millions et de 100 millions respectivement en juin et septembre 2022; que Hinsa Yayé et les Etablissements Shipping Investment Limited n'ayant pas honoré leurs engagements auprès d'elle notamment le paiement à bonne date de leurs échéances, elle lui a notifié, suivant correspondance en date du 08 avril 2025, la dénonciation et la clôture juridique de son compte pour la somme de 281.627.327 FCFA; que par exploit d'huissier en date du 26 avril 2025, elle a fait signifier à ce dernier et aux Etablissements Shipping Investment Limited un commandement aux fins de saisie immobilière pour avoir paiement de la somme de 261.627.327 FCFA.

En effet, la BHN soulève l'exception d'incompétence de la juridiction de céans en ce qu'une procédure de saisie immobilière relativement à la même affaire est déjà déclenchée devant le tribunal de grande instance hors classe de Niamey ; que la demande d'expertise de Hinsa Yayé est un incident de saisie immobilière relevant de la compétence du tribunal saisi de la procédure de vente forcée de l'immeuble, qui a la plénitude de juridiction.

Relativement au fond, la BHN sollicite le rejet de la demande d'expertise en ce que Hinsa Yayé fonde cette demande sur l'existence d'anomalies ayant caractérisées les mouvements de son compte sans en apporter la preuve; qu'une dénonciation et clôture juridique de son compte lui a été signifiée le 8 avril 2025 pour le montant de 281.249.801 FCFA; qu'un délai de 8 jours lui avait été imparti pour produire toutes pièces ou justificatifs d'opérations effectuées sur son compte pouvant modifier le solde sus-indiqué; qu'il lui a été rappelé que faute de réagir dans le délai sus-indiqué, le solde de son compte sera réputé contradictoirement arrêté; que dans sa réponse en date du 15 avril 2025, Hinsa Yayé ne conteste pas le montant de la créance; qu'au contraire, il confirme que sa créance est de 281.249.801 FCFA; que c'est à tort que ce dernier revient solliciter la désignation d'un expert pour expertiser son compte.

A titre reconventionnel, la BHN sollicite du tribunal la condamnation de Yayé Hinsa à lui payer la somme de 5.000.000 F à titre de dommages intérêts et 2.000.000 F à titre des frais irrépétibles; qu'elle soutient que pour des fins dilatoires, celui-ci l'a attirée devant le tribunal de céans au lieu d'attendre la phase de l'audience éventuelle devant le tribunal de grande instance hors classe de Niamey où toutes les contestations peuvent être soulevées, y compris cette demande d'expertise.

Suivant conclusions en réponse en date du 12 juin 2025, Yayé Hinsa relève qu'en application des dispositions des articles 259 et 262 de l'Acte Uniforme portant organisation

des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE), le commandement ne vaut saisie qu'à compter de sa publication; qu'à défaut de prouver avoir publié le commandement précité, la procédure de saisie immobilière n'est pas encore déclenchée et du coup, le tribunal de céans reste compétent.

Au fond, Yayé Hinsa soutient avoir contesté les anomalies liées à la gestion du crédit notamment le rachat unilatéral par la banque de l'ancien encours alors que les délais de remboursement ne sont pas épuisés à travers sa correspondance du 15 avril 2025; que cette opération avait réduit son solde à la somme de 113.930.056 FCFA ; qu'il a également dénoncé la violation des dispositions des articles 6 et 7 de l'instruction n°26-11-2016 de la BCEAO relative à la comptabilité et à l'évaluation des engagements en souffrance ; qu'en outre, il a, suivant la même correspondance, invité la banque à la révision du traitement comptable de la créance afin qu'elle soit reclassée parmi les créances restructurées ; qu'il y a jamais eu de clôture contradictoire de compte et que de ce fait, une expertise judiciaire aux fins de clôture de compte est nécessaire voire inéluctable afin de déterminer le montant exact de la créance.

En ce qui concerne la demande reconventionnelle de la banque, Yayé Hinsa rétorque que pour faire application des dispositions de l'article 15 du code de procédure civile, il faut démontrer une intention de nuire ou justifier que l'action intentée est infondée; que son action n'est ni malicieuse, ni vexatoire, ni dilatoire.

Suivant conclusions en réplique en date du 23 juin 2025, la BHN maintient ses moyens et prétentions concernant l'exception d'incompétence; que sa créance est certaine, liquide et exigible en ce que non seulement le défendeur l'avait confirmée à travers sa correspondance du 15 avril 2025 sus-indiquée, mais aussi avait proposé un nouvel échéancier en vue de règlement de la créance.

Le dossier de la procédure a été enrôlé pour l'audience du 20 mai 2025 en vue de la tentative de conciliation obligatoire prévue par la loi. A cette date, le tribunal a constaté l'échec de cette tentative de conciliation et a renvoyé le dossier devant le juge de la mise en état.

Après les échanges entre les parties et suivant ordonnance de clôture en date du 23 juin 2025, la cause et les parties ont été renvoyées à l'audience contentieuse du 2 juillet de la même année. A cette date, l'affaire a été retenue avant d'être mise en délibéré pour le 16 juillet 2025, date à laquelle elle a été vidée.

MOTIFS DE LA DECISION :

EN LA FORME :

1) Sur le caractère de la décision

Attendu que les parties ont été représentées à l'audience par leurs conseils respectifs; qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leur égard;

2) Sur l'exception d'incompétence et la recevabilité de l'action

Attendu que la BHN soutient que le tribunal de céans est incompétent pour connaître de la présente affaire en ce que la demande soumise à son appréciation fait partie des incidents de saisie immobilière déjà enclenchée devant le tribunal de grande instance hors classe de Niamey (TGI/HC/Ny);

Mais attendu que s'il est vrai qu'un commandement aux fins de saisie immobilière a été servi au demandeur le 22 avril 2025, il n'est pas établi que ledit commandement a été publié à la conservation foncière avant l'introduction de la présente procédure, notamment avant le 7 mai 2025; que conformément aux dispositions de l'article 254-3 de l'AUPSRVE, le commandement doit être signifié au débiteur et contenir l'avertissement que, faute de payer dans les vingt jours, il pourra être transcrit à la conservation foncière et vaudra saisie à partir de sa publication; qu'aux termes de l'alinéa 1^{er} de l'article 262 de l'AUPSRVE « ***En cas de non-paiement, le commandement vaut saisie à compter de son inscription*** » ; qu'il n'est pas contesté que Yayé Hinsa a introduit la présente procédure avant l'expiration des 20 jours requis avant toute publication dudit commandement; qu'ainsi, on ne peut pas parler de procédure de saisie immobilière avant la publication du commandement ; que le moyen d'incompétence soulevé sur cette base est mal fondé et doit être rejeté ;

Attendu par ailleurs que, la compétence d'attribution des tribunaux de commerce est déterminée à l'article 17 la loi 2019-78 du 31 décembre 2019 modifiant et complétant la loi 2019-01 du 30 avril 2019 fixant la composition, l'organisation, la compétence et la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce et les chambres commerciales spécialisées en République du Niger ;

Attendu qu'aux termes dudit article : « *les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître :*

- 1) *Des contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants au sens de l'acte uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires relatif au droit commercial général ;*
- 2) *Des contestations relatives aux contrats entre commerçants pour le besoin de leur commerce;*
- 3) ***Des contestations, entre toutes personnes, relatives aux actes et effets de commerce au sens de l'acte uniforme relatif au droit commercial général de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires;***
- 4) *Des procédures collectives d'apurement du passif ;*

- 5) *Des contestations entre associés pour raison d'une société commerciale ou groupement d'intérêt économique à caractère commercial ;*
- 6) *Plus généralement, des contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce et de l'ensemble de leurs contestations commerciales comportant même un objet civil, lorsque dans ce dernier cas, le commerçant est demandeur;*
- 7) *Des contestations et oppositions relatives aux décisions prises par les juridictions de commerce ;*
- 8) *Des contestations relatives aux règles de concurrence ;*
- 9) *Des contestations relatives au droit des sûretés et au droit bancaire » ;*
- 10) *Des contestations relatives à la propriété intellectuelle;*
- 11) *Des contestations relatives au bail à usage professionnel. » ;*

Attendu que l'article 3 de l'acte uniforme sur le droit commercial général dispose : « *l'acte de commerce par nature est celui par lequel une personne s'entremet dans la circulation des biens qu'elle produit ou achète ou par lequel elle fournit des prestations de service avec l'intention d'en tirer un profit pécuniaire. Ont notamment, le caractère d'actes de commerce par nature :*

- ✓ *L'achat de biens, meubles ou immeubles, en vue de leur revente;*
- ✓ ***Les opérations de banque**, de bourse, de change, de courtage, d'assurance, et de transit ;*
- ✓ *...(....)...* » ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les opérations de banque sont des actes de commerce par nature;

Attendu qu'en l'espèce, Yayé Hinsu conteste les mouvements de son compte bancaire notamment la gestion des crédits que la BHN lui avait octroyés ; qu'il demande ainsi au tribunal de céans d'ordonner une expertise de son compte afin de déterminer son solde exact; que ses contestations portent sur les opérations effectuées par la BHN sur son compte; qu'il s'agit des contestations portant sur les opérations de banque c'est-à-dire portant sur des actes de commerce par nature; qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de se déclarer compétent;

Attendu que l'action de Yayé Hinsu a été introduite dans les forme et délai légaux ; qu'il y a lieu de la recevoir comme régulière en la forme ;

Au fond :

1) Sur la demande d'expertise

Attendu que l'article 24 du code de procédure civile dispose : « ***Il incombe à chaque partie de prouver, conformément à la loi, les faits nécessaires au succès de sa prétention*** » ;

Attendu que Yayé Hinsa demande au tribunal de désigner un expert qui sera chargé d'analyser les relevés bancaires de son compte ainsi que tous supports détenus par la Banque qui seraient liés au solde de son compte;

Attendu qu'à l'analyse des pièces du dossier notamment de ses lettres de demande des crédits ainsi que de ses relevés bancaires, Yayé Hinsa a, à travers une lettre adressée à la direction de la BHN le 21 mars 2022 sollicité auprès de cette dernière un crédit de 200 millions remboursable en 24 mensualités; que le montant demandé lui a été octroyé en deux tranches remboursables en 24 mois chacune dont une première d'un montant de 100 millions débloquée le 10 juin 2022 (prêt n°2022/01001/0014566/1) et une seconde du même montant débloquée le 23 septembre 2022 (prêt n°2022/01001/0014566/2); qu'il s'est ainsi retrouvé avec deux lignes de crédit; que Hinsa Yayé avait numéroté les trois relevés de son compte versés au dossier en pièce n°6, 7 et 8 ; qu'il faut retenir que la pièce n°6 notamment celle relative à son relevé bancaire pour la période allant du 01/01/2018 au 08/05/2023 est celle qui retrace fidèlement et correctement les mouvements de son compte jusqu'au 08 mai 2023 ;

Attendu qu'à cette date du 08/05/2023, son solde est de 14.407.322 FCFA; que c'est le même solde qui s'affiche toujours à la même date sur les pièces n°7 et n°8 malgré que ces deux dernières comportent des incohérences dans les mouvements antérieurs; que pour comprendre les mouvements de son compte et comprendre son solde, il suffit de prendre en considération les mouvements de son compte sur la pièce n°6 et poursuivre avec les pièces n°7 et n°8 à partir de 08 mai 2023 ; que les prélèvements relatifs au premier crédit sont identifiés à travers le code n°2022/01001/0014566/1_13 et ceux relatifs au second crédit à travers le code n°2022/01001/0014566/2_13;

Attendu que la périodicité de remboursement du premier crédit est trimestrielle tandis que celle du second est mensuelle; que les deux prêts sont assortis chacun d'un taux d'intérêt de 12,5%, de 1% comme frais de dossier, de 1% comme commission d'engagement et des honoraires de notaire; qu'il n'est pas contesté que dans le cadre de remboursement de ce type de prêt, en plus des prélèvements pour le remboursement de capital, des prélèvements pour les intérêts échus sont également opérés;

Que c'est ainsi que les premiers prélèvements relatifs au premier crédit notamment le crédit n°2022/01001/0014566/1_13 ont été opérés le 26/09/2022; que les seconds prélèvements concernant ce premier crédit devaient intervenir en fin décembre 2022, les 3^{ème} en fin mars 2023; que malheureusement en fin décembre 2022, précisément le 30/12/2022, il n'y avait que 36 307 FCFA dans le compte du demandeur; qu'en fin mars 2023, précisément le 31 mars, il n'y avait que 4.820 940 FCFA alors qu'à cette date, Yayé Hinsa a deux échéanciers à solder et qu'un seul échéancier est de 10.974.223 FCFA sans oublier les deux intérêts échus et les pénalités de retard; que c'est ce qui explique que le 02 mai 2023 six prélèvements relatifs à ce premier crédits ont été faits notamment deux

prélèvements pour les intérêts échus de décembre 2022 et mars 2023, deux prélèvements pour le remboursement capital de deux périodes précitées et deux prélèvements pour pénalités de retard toujours pour les périodes sus-indiquées ;

Que les premiers prélèvements (qui sont des prélèvements mensuels) relatifs au second crédit notamment le crédit n°2022/01001/0014566/2_13 ont été opérés le 25/10/2022, suivis des seconds le 30/11/2022 et des 3^{ème} le 28/12/2022; que les prélèvements des mois de janvier, février, mars et avril 2023 n'ont pas été faits à bonne date par manque de provision dans le compte de Yayé Hinsà; qu'en effet, les deux prélèvements mensuels (pour remboursement de capital et pour les intérêts échus) cumulés s'élèvent à environ 4.800.000 FCFA alors que jusqu'au le 28/04/2023 le compte du demandeur n'avait que quatre millions et quelques francs; que c'est ce qui explique également que le 2/5/2023, douze prélèvements relatifs à ce second crédit ont été opérés notamment quatre prélèvements pour les intérêts échus des mois de janvier, février, mars et avril 2023, quatre prélèvements pour le remboursement capital de quatre mois précités et quatre prélèvements pour pénalités de retard toujours pour les 4 mois sus-indiqués;

Que les six prélèvements relatifs au premier crédit et les douze concernant le second constituent les dix (18) prélèvements que le demandeur critique et qualifie de prélèvements fictifs; que lesdits prélèvements sont bien justifiés au regard du raisonnement qui précède et des pièces du dossier;

Attendu qu'en outre, le demandeur soutient que le 16 juin et le 30 septembre 2022, la Banque a fait deux prélèvements sur son compte relatifs aux honoraires de notaire respectivement de 3.924.450 FCFA et de 3.890.000 FCFA soit un montant global de 7.814.450 FCFA alors que la note d'honoraires qui lui a été présentée par le notaire est de 1.750.000 FCFA;

Attendu cependant que ce dernier n'a pas produit ladite note d'honoraires; que comme il l'a indiqué, il ressort de sa pièce n°6 précitée que le 15/6/2022(et non le 16 juin), une somme de 3.924.450 FCFA a été débitée de son compte comme honoraires de la notaire; que le 16/6/2022, son compte a été crédité du même montant c'est-à-dire de la somme de 3.924.450 FCFA en débloquent ce qui a été bloqué ; qu'ainsi, son solde qui était de 44.979 073 FCFA le 13/6/2022 est rétabli le 16/6/2022 alors qu'il n'a versé aucun franc; qu'en résumé rien n'a été prélevé à titre d'honoraires de notaire dans son compte en juin tout comme en juillet ou en août 2022; qu'il a fallu après le déblocage de son second crédit de 100 millions, précisément le 30 septembre 2022 pour qu'une somme de 3.890.000 FCFA soit prélevée au profit de la notaire pour les deux crédits c'est-à-dire pour les 100 millions débloqués le 10 juin 2022 et les seconds 100 millions débloqués le 23 juin 2022 ; que de ce qui précède, l'anomalie invoquée sur ce point n'est pas fondée;

Attendu par ailleurs que Yayé Hinsà prétend que le 04/8/2023, la banque a crédité son compte d'un montant de 230.000.000 FCFA avant de procéder à un rachat unilatéral

de crédit, sans aucune clôture contradictoire dudit compte sur le premier crédit; que cette opération avait réduit son solde à la somme de 113.930.056 FCFA;

Mais attendu qu'il résulte des pièces du dossier qu'avant de payer les deux crédits susvisés, Hinsa Yayé a, à travers une lettre adressée à la BHN le 18 mai 2023, sollicité un 3^{ème} crédit de 250 millions payable sur 2 ans; qu'en réponse, la BHN a, suivant lettre de notification accord en date du 18 juillet 2023, notifié au demandeur son accord de lui accorder un crédit de 230 millions remboursables en 10 versements trimestriels (donc sur 30 mois) sous condition de la sortie de l'encours de deux prêts sus-énumérés avec un taux d'intérêt de 10%, 1% comme frais de dossier en plus des honoraires de la notaire; qu'il ressort des pièces n°7 et 8 sus-indiquées que la veille de déblocage de ce 3^{ème} crédit, c'est-à-dire le 31 juillet 2023, le compte du demandeur présente un solde créditeur de 4.205.124 FCFA; que suite à l'acceptation des conditions de la banque par le client Hinsa Yayé, un contrat d'ouverture de crédit portant sur un montant de 230.000.000 FCFA a été signé le 31/07/2023 entre les deux parties avec reconduction de deux inscriptions hypothécaires de 1^{er} rang grevant le TF N°61.405 du Niger ; que c'est ainsi que les 230 millions ont été débloqués au profit du demandeur le 04/08/2023;

Que c'est en exécution de la volonté de deux parties que la BHN a fait sortir les encours de deux précédents crédits (ce qu'il appelle rachat de crédit) notamment en prélevant la somme de 61.861.412 FCFA le 04/08/2023 pour l'encours du second crédit c'est-à-dire le crédit n°2022/01001/0014566/2_13 ainsi que les intérêts échus dudit crédit d'un montant de 228 114 FCFA et en prélevant le même jour la somme de 53.614.822 FCFA pour l'encours du premier crédit c'est-à-dire le crédit n°2022/01001/0014566/1_13 ainsi que les intérêts échus dudit crédit d'un montant de 856 720 FCFA ; que les sommes d'un million de FCFA au profit de la notaire pour ses honoraires et de 2.714.000 FCFA comme frais de dossier ont également été prélevées; qu'effectivement, comme l'a relevé le demandeur, après ces différents prélèvements, il s'est retrouvé avec un solde créditeur de 113.930.056 FCFA;

Que pour rappel, avant le déblocage de ce 3^{ème} crédit de 230 millions, son solde était de 4.205.124 FCFA avant de devenir à 234.205.124 FCFA après; que si on fait la soustraction de six (06) prélèvements sus-énumérés dans les 234.205.124 FCFA, on doit se retrouver avec exactement un solde créditeur de 113.930.056 FCFA; que de ce qui précède, il y a lieu de dire que c'est à tort que Hinsa Yayé prétend que la banque a procédé à un rachat unilatéral de crédit;

Attendu que le demandeur indique que par lettre en date du 08 avril 2025, la banque a procédé à la clôture juridique de son compte et affirme être créancière de la somme de 281.249.801 FCFA; qu'en réponse, il a dénoncé la violation des articles 6, 7 et 11 de l'instruction n°026-11-2016 de la BCEAO;

Attendu que le demandeur n'a pas produit l'instruction de la BCEAO invoquée; que du 4/8/2023, date du déblocage de son crédit de 230 millions, au 17/11/2024, aucun franc n'a été versé dans son compte alors qu'il a retiré tout ce qui était dedans; que le 18/11/2024 une somme de 1.700.200F lui a été versée par un certain Daniel, suivie d'un versement d'un million le 2/12/2024, un autre de 600.200 le 4/12/2024, puis de 466 480 F le 05/12/2024, de 9.991.000 F le 26/12/2024, de 10.000F le 27/12/2024 et de 6.000.000 FCFA le 13/3/2025 ; qu'en somme, son compte présentait un solde créditeur de 19.612.444 FCFA à la date du 31/3/2025; qu'il a confirmé ce solde à travers sa réponse à la dénonciation et clôture juridique de son compte suivant lettre adressée à la BHN le 15 avril 2025 ;

Qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de constater que depuis que la banque lui a déblocqué les 230 millions, le demandeur n'a versé qu'une somme globale de 19.612.444 FCFA; que ce montant ne peut même pas couvrir un seul des dix échéanciers trimestriels prévus; qu'ainsi, Yayé Hinsu a manqué à 7 échéanciers à la date du 30/5/2025 alors que chaque échéancier s'élève à la somme de 26.877 229 FCFA sans compter les pénalités de retard (voir la copie du tableau d'amortissement dudit crédit versée au dossier et l'article-intérêt de retard à la page 3 du contrat d'ouverture de crédit en date du 31/7/2023) ; que par conséquent, il s'est retrouvé avec un solde débiteur de 281.249.801 FCFA et un solde créditeur de 19.612.444 FCFA ; que ces deux soldes ont été confirmés par l'intéressé suivant lettre adressée à la direction de la BHN le 15 avril 2025; que sur cette base, cette dernière a prélevé les 19.612.444 FCFA pour ramener le solde débiteur à la somme de 261.627.327 FCFA tel qu'il a été signifié au demandeur à travers le commandement aux fins de saisie immobilière à lui servi le 22 avril 2025;

Attendu que Yayé Hinsu soutient que son compte n'a pas été contradictoirement clôturé ; que la clôture a été faite unilatéralement par la banque ;

Attendu cependant qu'il est de jurisprudence constate que la clôture contradictoire de compte ne veut dire pas qu'il faut forcément que le client soit présent dans les locaux de la banque au moment de ladite clôture; qu'en effet, la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) juge que lorsque la convention des parties a indiqué les modalités d'exigibilité de la dette, celle-ci constitue la loi des parties (confère arrêt n°228/2018 du 29/11/2018, Afriland First bank SA c/Tchiakoua Siantou Joseph Raoul ; qu'en l'espèce, aux termes de l'article-exigibilité anticipée de la convention d'ouverture de crédit susvisée **« Toutes les sommes dues en vertu du présent crédit en principal, intérêts, droit et accessoires seront exigibles sur simple demande de la banque dans l'un quelconque des cas suivants :**

1. A défaut de paiement d'une seule échéance en principal, ou intérêts ;..... » ;

Attendu qu'en l'espèce, comme ci-haut démontré, le demandeur a fait défaut au paiement de 7 échéanciers à la date du 30/5/2025; qu'il a fait défaut au paiement de 6 échéanciers depuis le 28/2/2025, donc avant le 8 avril 2025, date à laquelle la banque lui a

dénoncé la clôture juridique de son compte; qu'en effet, suivant lettre en date du 8 avril 2025, ayant pour objet dénonciation et clôture juridique de compte, la BHN a notifié à ce dernier la déchéance du terme au regard de non-respect de ses engagements notamment le défaut de remboursement à bonne date de plusieurs échéances telle que ci-dessus spécifié, rendant ainsi exigible l'intégralité du montant de la créance ; que ledit montant s'élevant à la somme de 281.249.801 FCFA lui a ainsi été notifié en lui impartissant un délai de huit (08) jours pour produire toutes pièces ou justificatifs d'opérations effectuées sur son compte pouvant modifier le solde sus-indiqué; qu'il lui a été rappelé que faute de réagir dans le délai sus-indiqué, le solde de son compte sera réputé contradictoirement arrêté;

Que dans sa réponse en date du 15 avril 2025, Hinsa Yayé ne conteste pas le montant de la créance; qu'au contraire, il confirme que sa créance est de 281.249.801 FCFA; que de ce qui précède, il y a lieu de dire que son compte n°251001456601/95 ouvert dans les livres de la BHN est réputé avoir contradictoirement été clôturé ;

Attendu qu'au regard de tout ce qui précède, il y a lieu de dire que la demande de Yayé Hinsa tendant à la désignation d'un expert pour expertiser son compte est mal fondée et doit être rejetée ;

2) Sur la demande reconventionnelle de la BHN

Attendu qu'à titre reconventionnel, la BHN sollicite du tribunal la condamnation de Yayé Hinsa à lui payé la somme de 5.000.000 F à titre de dommages intérêts et 2.000.000 F à titre des frais irrépétibles; qu'elle soutient que pour des fins dilatoires, celui-ci l'a attirée devant le tribunal de céans au lieu d'attendre la phase de l'audience éventuelle devant le tribunal de grande instance hors classe de Niamey où toutes les contestations peuvent être soulevées, y compris cette demande d'expertise ;

Attendu que l'article 15 du code de procédure civile dispose : « *L'action malicieuse, vexatoire, dilatoire, ou qui n'est pas fondée sur des moyens sérieux, constitue une faute ouvrant droit à réparation. Il en est de même de la résistance abusive à une action bien fondée* » ;

Attendu qu'en l'espèce, il a été relevé que les trois documents retraçant les mouvements de compte de Yayé Hinsa présentent des incohérences à certains endroits notamment les pièces n°7 et 8; que mieux, il n'est pas établi que la banque avait clairement expliqué à ce dernier que le fait de lui avoir octroyé les 200 millions en deux tranches et à des dates différentes et éloignées, l'a amené à avoir deux lignes de crédit différentes avec naturellement des prélèvements multiples tels que ci-dessus exposés; qu'ainsi, à défaut d'apporter la preuve du caractère dilatoire de cette procédure, la BHN sera déboutée en sa demande reconventionnelle comme mal fondée ;

3) **Sur les dépens :**

Attendu que Hinsa Yayé a succombé à la présente procédure; qu'il y a lieu de le condamner aux dépens conformément aux dispositions de l'article 391 du code de procédure civile;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort :

- ✓ *Se déclare compétent ;*
- ✓ *Reçoit l'action de Yayé Hinsa comme régulière en la forme ;*
- ✓ *Au fond, la déclare mal fondée et l'en déboute ;*
- ✓ *Rejette la demande reconventionnelle de la Banque de l'Habitat du Niger comme mal fondée ;*
- ✓ *Dit que l'exécution provisoire est de droit ;*
- ✓ *Condamne Yayé Hinsa aux dépens.*

Avis du droit d'appel : Huit (08) jours devant la Cour d'appel de Niamey à compter du prononcé de la présente décision par requête écrite et signée à déposer au greffe du tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus.

En foi de quoi le présent jugement a été signé, après lecture, par :

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE